

Enseignement supérieur privé : pour quelle reprise dans un contexte Covid ?

CM

Libreville/Gabon

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, s'est entretenu, samedi dernier, avec les responsables des établissements de l'enseignement supérieur privé à l'Institut supérieur Berthe et Jean, sis à Essassa. Une rencontre organisée dans le cadre de la concertation des assises de l'enseignement supérieur. Un mois auparavant, le ministre Moukagni Iwangou avait reçu les acteurs de l'enseignement supérieur public. L'ordre du jour de la rencontre de samedi était essentiellement axé sur le niveau d'exécution des programmes, avant la suspension des cours, et la mise en place du dispositif sanitaire de protection devant favoriser la reprise des en-

seignements au sein de ce secteur du supérieur privé. Le ministre de l'Enseignement supérieur a dit tout mettre en œuvre pour tenter d'apporter une solution aux problèmes liés à la pandémie de Covid-19.

Les responsables d'établissements ont présenté un certain nombre d'autres problèmes pour lesquels ils attendent le concours du ministre. À savoir, négocier, par exemple, un accord avec les maisons de téléphonie mobile, afin que les coûts d'accès à internet leur soient moins élevés, ou qu'ils puissent bénéficier d'un pack étudiant.

Le membre du gouvernement a aussi été sollicité pour que les établissements supérieurs privés puissent bénéficier d'un accompagnement de l'État, en cette période de crise sanitaire. " Car beaucoup de salariés sont à la

maison, et nous continuons de payer les fournitures diverses. Cette période est très difficile pour nous ", a plaidé le Pr Mayer de l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry (UFGSE) de Libreville.

Les responsables d'écoles privées auront une concertation en interne, au cours de laquelle ils constitueront un memorandum qui sera remis au ministre de l'Enseignement supérieur dans les plus brefs délais.



Le ministre Jean de Dieu Moukagni Iwangou face aux responsables d'établissements supérieurs privés.

Covid-19 dans le monde : Des nouvelles vagues de contamination

Rudy HOMBENET ANVINGUII.
Libreville Gabon

DANS plusieurs pays, la vie semble en partie reprendre son cours, bien que ce soit avec l'omniprésence nécessaire des gestes barrières : si l'épidémie est " contrôlée ", le coronavirus continue de circuler un peu partout librement et menace encore les populations. Aussi, au moment où on parle de déconfinement dans de nombreux États, l'inquiétude persiste-t-elle quant à une possible recrudescence de nouveaux cas, et donc à l'émergence d'une deuxième vague. Autant dire que le virus n'a visiblement pas fini de dicter sa loi.

Cette inquiétude est nourrie d'exemples provenant de pays où les chiffres repartent à la hausse, en raison de nouveaux foyers localisés de contamination. Au 18 juin, le nombre de personnes

infectées a sensiblement grimpé en Israël. Aux États-Unis, alors même que l'épidémie n'est pas encore totalement contrôlée, les experts ont détecté de nouveaux pics dans certains États.

Mais surtout, au centre de toutes les attentions en ce moment, il y a la capitale de la Chine, Beijing. Celle-ci connaît également une nouvelle hausse du nombre de cas, alors même qu'elle n'en avait aucun depuis plusieurs semaines. Résultat, la ville est en reconfinement partiel. Ce qui a d'ailleurs conduit à la fermeture des écoles, à la quarantaine de certaines zones résidentielles et à l'annulation de 70 % des vols.

Le marché de la capitale n'est pas en reste. Il est fermé depuis que des traces du pathogène ont été retrouvées sur des surfaces. À l'heure actuelle, la situation est décrite comme " extrêmement grave " par les autorités chinoises. Et l'OMS ne cesse de recommander la vigilance dans cette course au déconfinement observée ici et là.

Covid-19 : l'Oceac renforce le dispositif de lutte dans le Woleu-Ntem

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

L'ORGANISME de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (Oceac) – un organisme de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) – a remis, les 17 et 20 juin derniers, aux autorités administratives de la province du Woleu-Ntem, un important lot de kits sanitaires destinés à la riposte contre le Covid-19, dans les zones frontalières de Meyo-Kyè, Mebo'o (Bitam) et Medzeng (Oyem).

Ce don a été respectivement réceptionné à Bitam, par le sous-préfet du district de Meyo-Kyè, Martin Mba Mengue, et à Oyem, par le secrétaire général de province, Côte-Clément Bibang, assurant l'intérim du gouverneur. Les responsables sanitaires et les chefs de corps des forces de sécurité et de défense étaient présents à cette manifestation.

Le secrétaire exécutif de l'Oceac, l'Équato-guinéen Manuel Ndo Obiang Ada, a expliqué que ce don vise à renforcer le dispositif de prévention et de surveillance du Covid-19 dans les nœuds et corridors transfrontaliers. " Ce renforcement consiste à opérationnaliser les check points sanitaires, de part et d'autre des frontières ciblées, afin de permettre aux personnels de santé de procéder, entre autres, à la prise de température des populations



Le secrétaire exécutif de l'Oceac, Manuel Ndo Obiang Ada (gilet) remettant symboliquement un kit sanitaire au SG de province, Côte-Clément Bibang.

cibles et au lavage des mains à l'eau courante avec du savon ou avec du gel hydroalcoolique, ainsi qu'à la sensibilisation au respect des autres mesures barrières, telles que le port du masque, le respect de la distanciation physique, les numéros utiles en cas de suspicion à la Covid-19. "

Dans ces zones frontalières, les cibles prioritaires de ce dispositif sont surtout les transporteurs de marchandises, les ressortissants en détresse, notamment des étudiants voulant rentrer au pays, ainsi que les villageois et les communautés riveraines. L'Oceac profite également de cette sortie transfrontalière pour procéder à une évaluation des besoins liés à une gestion efficace de la lutte contre cette pandémie dans les nœuds frontaliers des pays de la sous-région de la Cémac.

Le secrétaire exécutif de l'Oceac a exhorté à plus de vigilance et à une application rigoureuse des mesures barrières. " L'assouplissement prochain de certaines restrictions ne doit pas être synonyme de relâchement ", a rappelé l'Équato-guinéen.

Le secrétaire général de province, Côte-Clément Bibang, a exprimé toute sa reconnaissance, au nom des plus hautes autorités du pays, devant le geste humanitaire et de solidarité posé par l'organisme de la Cémac, en faveur des populations du Septentrion.

Le directeur régional de santé nord (DRSN), Ludger Boulingui Boulingui, n'a pas manqué de présenter à ses hôtes la situation épidémiologique du Woleu-Ntem, qui compte déjà 76 cas positifs au Covid-19, soit 41 à Oyem, 33 à Bitam et 2 à Mitzié.

